

**International Conference
of Ombuds Institutions
for the Armed Forces**

16ICOAF

PROGRAMME

2024

30 sept. - 2 oct.

Berlin

16ICOAF

**Conférence internationale des institutions
de médiation pour les forces armées**

**Les forces
armées sous
pression**

**Les institutions de médiation
et le devoir de diligence
envers les membres des
forces armées en service**



Deutscher Bundestag
Die Wehrbeauftragte

DCAF Geneva Centre
for Security Sector
Governance



TABLE DES MATIÈRES

APERÇU DU PROGRAMME

04

PRÉFACE

06

OBJECTIFS & MÉTHODOLOGIE

08

PROGRAMME

10

LISTE DES PARTICIPANTS

26

INFORMATIONS PRATIQUES

34

APERÇU DU PROGRAMME

■ Lundi 30 septembre

Toute la journée

Arrivée des participants à la conférence

Jusqu'à 15:45	Inscription, remise des badges et remise du matériel de conférence dans le hall de réception de l'hôtel Steigenberger am Kanzleramt (Ella-Trebe-Straße 5, 10557 Berlin).
16:00	Les délégués se retrouvent dans le hall de réception de l'hôtel Steigenberger am Kanzleramt pour un départ en commun jusqu'au bâtiment du Parlement (Reichstag).
17:00	Visites guidées du bâtiment du Parlement (Reichstag) en allemand, anglais et français.
18:45 – 21:30	Réception et dîner de bienvenue au Rooftop Garden Restaurant Käfer (Platz der Republik 1, 11011 Berlin, entrée ouest du bâtiment du Reichstag) au Bundestag allemand et remarques d'ouverture du Dr. Eva Högl et de l'Amb. Nathalie Chuard.

■ Mardi 1^{er} octobre

8:00 – 8:30	Départs accompagnés vers le lieu de la conférence depuis le hall de l'hôtel Steigenberger am Kanzleramt (Ella-Trebe-Straße 5, 10557 Berlin).
8:30 – 9:00	Arrivée et contrôle de sécurité sur le lieu de la conférence : Marie-Elisabeth-Lüders House (Adele-Schreiber-Krieger-Straße 1, 10117 Berlin).
9:00 – 10:00	Ouverture de la conférence (Salle 3.101, Salle des Assemblées)
10:00 – 10:30	Photo de groupe (Salle 1.101, hall d'entrée de l'Assemblée)
10:30 – 12:00	Session 1 : Comprendre les forces en présence - Pressions et exigences pesant sur les militaires (Salle 3.101, Salle des Assemblées)
12:00 – 13:00	Déjeuner (Salle 1.101, hall d'entrée de l'Assemblée)
13:00 – 14:30	Session 2 : Soutien et accompagnement avant le déploiement - Familles des membres des forces armées (Salle 3.101, Salle des Assemblées)

14:30 – 15:00	Pause-café
15:00 – 16:30	Session 3 : Soutien et accompagnement pendant le déploiement - Femmes dans les forces armées (Salle 3.101, Salle des Assemblées)
16:30 – 18:00	Temps libre
18:00	Les délégués se retrouvent dans le hall de réception de l'hôtel Steigenberger am Kanzleramt (Ella-Trebe-Straße 5, 10557 Berlin) pour un départ groupé en bus vers l'activité culturelle.
18:30 – 21:45	Activité culturelle : Visite du Centre commémoratif de la Résistance allemande, réception offerte par S.E. Boris Pistorius, ministre fédéral de la Défense de l'Allemagne.

■ Mercredi 2 octobre

8:00 – 8:30	Départs accompagnés vers le lieu de la conférence depuis le hall de l'hôtel Steigenberger am Kanzleramt (Ella-Trebe-Straße 5, 10557 Berlin).
8:30 – 9:00	Arrivée et contrôle de sécurité sur le lieu de la conférence : Marie-Elisabeth-Lüders House (Adele-Schreiber-Krieger-Straße 1, 10117 Berlin).
9:00 – 10:30	Session 4 : Soutien et accompagnement après le déploiement – suivi des vétérans (Salle 3.101, Salle des Assemblées)
10:30 – 11:00	Pause-café
11:00 – 12:30	Session 5 : Au-delà de l'uniforme - Ouvrir la voie à la vie civile (Salle 3.101, Salle des Assemblées)
12:30 – 13:30	Déjeuner
13:30 – 14:00	Adoption de la déclaration de la Conférence (Salle 3.101, Salle des Assemblées)
14:00 – 14:15	Annnonce de la 17 ^e ICOAF en Afrique du Sud en 2025
14:15 – 14:30	Remarques de clôture

À PROPOS DES CO-ORGANISATEURS

Le DCAF - Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité - se consacre à l'amélioration de la sécurité des États et de leurs populations dans un cadre de gouvernance démocratique, d'État de droit, de respect des droits de l'homme et d'égalité entre les hommes et les femmes. Depuis sa création en 2000, l'organisation a contribué à rendre la paix et le développement plus durables en aidant les États partenaires et les acteurs internationaux qui soutiennent ces États à améliorer la gouvernance de leur secteur de la sécurité grâce à des réformes inclusives et participatives. Le DCAF crée du savoir et des connaissances innovantes, promeut des normes et des bonnes pratiques, fournit des conseils juridiques et politiques et soutient le renforcement des capacités des parties prenantes du secteur de la sécurité, qu'elles soient étatiques ou non.

Le DCAF s'engage à soutenir les institutions de médiation en raison de leur capacité à tenir les institutions étatiques responsables et à renforcer la gouvernance démocratique. À cette fin, le programme de médiation du DCAF promeut le rôle essentiel des institutions de médiation vis-à-vis des forces armées et des acteurs internationaux. Il collabore directement avec les institutions de médiation de manière bilatérale, et encourage ainsi que facilite la coopération entre elles afin de renforcer leur efficacité et leurs capacités.

Le **commissaire parlementaire** allemand **pour les forces armées** coorganise cette année la 16^e ICOAF de cette année. Le Commissaire parlementaire allemand pour les forces armées agit en tant qu'organe auxiliaire du Bundestag dans l'exercice de surveillance parlementaire des forces armées. Les tâches principales du commissaire parlementaire allemand pour les forces armées comprennent la protection des droits fondamentaux du personnel militaire et les principes de *Innere Führung* (leadership et éducation civique). Le Commissaire parlementaire allemand pour les forces armées présente chaque année un rapport détaillé au Bundestag allemand, documentant ses conclusions sur les conditions au sein de la Bundeswehr.



Deutscher Bundestag
Die Wehrbeauftragte

DCAF Geneva Centre
for Security Sector
Governance

PARTENAIRES DE COOPÉRATION

La 16^e Conférence internationale des institutions de médiation pour les forces armées (16ICOAF) a été rendue possible grâce à la coopération étroite et au soutien généreux du Ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, qui parraine le programme de médiation du DCAF.



OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE

Cette conférence espère tirer les leçons des précédentes ICOAF et continuer à favoriser un environnement dynamique et participatif, propice à l'émergence de nouvelles idées et de nouvelles perspectives

L'objectif de la 16^e ICOAF est de *sensibiliser, de faciliter et d'encourager l'échange de connaissances et de bonnes pratiques entre pairs*, et d'*articuler de futures réponses politiques* entre les institutions de médiation sur le thème « Les forces armées sous pression - Les institutions de médiation et le devoir de diligence envers les membres en service » prend une importance particulière face aux défis engendrés par l'augmentation des dépenses militaires mondiales dans un contexte marqué la guerre, les tensions croissantes et l'insécurité. À cette fin, les participants sont invités à explorer et à réfléchir à ces questions dans le cadre de tables rondes soigneusement sélectionnées, ainsi que dans les divers espaces de dialogue proposés dans le cadre de la conférence. Les bonnes pratiques partagées au cours de la conférence seront en outre compilées et approuvées par les participants dans une déclaration de conférence non contraignante lors de la session de clôture de la conférence.

Avant la conférence, un formulaire d'inscription doublée d'un questionnaire est distribué à la communauté ICOAF sur les questions relatives au programme de la conférence. Les données et les réflexions qui en résultent seront présentées lors de l'événement. Les participants possèdent une vaste expérience en matière de gestion et de traitement de plaintes. Ils sont invités et encouragés à partager leurs expériences - tant les pratiques positives que les lacunes en matière de capacité - afin de tirer des leçons précieuses qui pourraient s'avérer utiles à leurs pairs. La participation à la conférence se fait sur invitation uniquement et l'inscription est obligatoire. L'ouverture de la conférence ainsi que la première session sont ouvertes à la presse. Le reste de la 16^e ICOAF est toutefois réservé aux participants invités et se déroulera sous la règle de Chatham House.

PRO

GRA

MMME

LUNDI 30 SEPT. 2024

12:00 - 15:45 **Inscription des participants à la conférence**



Steigenberger am Kanzleramt, Réception de l'hôtel

Ella-Trebe-Straße 5, 10557 Berlin



Une table d'enregistrement sera installée dans le hall de l'hôtel *Steigenberger Hotel am Kanzleramt* pour permettre aux participants de la conférence de s'inscrire en personne et de retirer le matériel de conférence. Le matériel inclut un badge nécessaire pour accéder au lieu de la conférence. **Veillez noter que le badge ne donne accès qu'aux zones désignées dans les bâtiments du Parlement et qu'il n'est valable qu'à des heures spécifiques et durant les jours de conférence spécifiques.** Notre personnel sera à votre disposition pour répondre à toutes vos questions ou demandes spéciales. Nous vous demandons de bien vouloir vous munir d'une pièce d'identité valide pour le processus d'inscription.

16:00 **Rassemblement et départ groupé vers le bâtiment du Reichstag**



Steigenberger am Kanzleramt, Réception de l'hôtel

Ella-Trebe-Straße 5, 10557 Berlin



Les délégués sont invités à se rassembler dans le hall de réception de l'hôtel *Steigenberger Hotel am Kanzleramt* pour un départ accompagné d'un guide jusqu'au bâtiment du Reichstag (*Platz der Republik 1, 11011 Berlin, entrée ouest du bâtiment du Reichstag*). Le personnel de la conférence sera sur place pour guider les participants en petits groupes jusqu'à l'entrée réservée aux participants de la 16^e ICOAF. Afin d'assurer une entrée fluide et un déroulement rapide des contrôles de sécurité, nous vous demandons de bien vouloir rejoindre l'un de ces groupes accompagnés. Le site peut être difficile à parcourir de manière autonome, c'est pourquoi nous vous demandons d'éviter d'y aller seul. C'est également une excellente occasion de nouer des contacts avec d'autres participants avant le début de la conférence. Veuillez arriver à l'heure afin de disposer de suffisamment de temps pour les formalités de sécurité.

17:00

Visites guidées du bâtiment du Reichstag



Bâtiment du Reichstag

Platz der Republik 1, 11011 Berlin, entrée ouest du bâtiment du Reichstag



Des visites guidées du bâtiment du Reichstag seront proposées en allemand, en anglais et en français. Ces visites offrent un aperçu précieux de l'histoire et de l'importance du bâtiment, tout en donnant une vue d'ensemble du fonctionnement du Parlement allemand.

18:45-21:30

Réception et dîner de bienvenue



Rooftop Garden Restaurant Käfer

Bâtiment du Reichstag, Platz der Republik 1, 11011 Berlin



Remarques de bienvenue :

- Dr. Eva **Högl**, Commissaire parlementaire allemand pour les forces armées
- Amb. Nathalie **Chuard**, Directrice, Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF)



Les délégués sont invités à une réception et à un dîner de bienvenue au restaurant Käfer, situé sur le toit du Bundestag allemand. Les participants auront l'occasion de nouer des contacts au cours du dîner, avec une vue panoramique sur Berlin. Le dîner est généreusement organisé par la Commissaire parlementaire allemand pour les forces armées.

MARDI 1^{ER} OCT. 2024

8:00 - 8:30 Départs guidés vers le lieu de la conférence

Les délégués sont invités à se rassembler dans le hall de réception de l'hôtel Steigenberger Hotel am Kanzleramt pour un départ accompagné d'un guide au lieu de la conférence. Le personnel de la conférence sera sur place pour guider les participants en petits groupes jusqu'à l'entrée réservée aux participants de la 16^e ICOAF. Afin d'assurer une entrée fluide et un déroulement rapide des contrôles de sécurité, nous vous demandons de bien vouloir rejoindre l'un de ces groupes accompagnés. Le site peut être difficile à parcourir de manière autonome, c'est pourquoi nous vous demandons d'éviter d'y aller seul. Cette promenade est également une excellente occasion de nouer des contacts avec d'autres participants avant le début de la conférence. Veuillez arriver à l'heure afin de disposer de suffisamment de temps pour les formalités de sécurité.

8:30 - 9:00 Arrivée et contrôle de sécurité sur le lieu de la conférence

*À leur arrivée sur le lieu de la conférence, les participants seront soumis à un contrôle de sécurité. **Veuillez-vous assurer que vous disposez de votre badge de conférence à portée de main ainsi qu'une pièce d'identité valide.** Pour éviter les retards, nous vous recommandons d'arriver avec l'un des groupes accompagnés d'un guide, car le personnel vous aidera à naviguer sur le site et à assurer une entrée fluide. Pour garantir un démarrage rapide de la conférence et éviter les files d'attente inutiles ou les désagréments, nous vous demandons de bien vouloir arriver sur le lieu de la conférence suffisamment à l'avance pour les procédures d'enregistrement de sécurité. En arrivant tôt, vous aurez également l'occasion de nouer des contacts avec les autres participants à la conférence, de vous familiariser avec le lieu de la conférence et de vous préparer mentalement au programme enrichissant qui vous attend.*

9:00 - 10:00 Ouverture de la conférence

Intervenants :

- Yvonne **Magwas**, Vice-présidente du Bundestag allemand
- Dr. Eva **Högl**, Commissaire parlementaire allemand pour les forces armées
- Amb. Nathalie **Chuard**, Directrice, Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF)
- Reinhold **Robbe**, Ancien Commissaire parlementaire allemand pour les forces armées

10:00 - 10:30 Opportunité photo

10:30 - 12:00

SESSION 1 : Comprendre les forces en présence - Pressions et exigences pesant sur les militaires



Modérateur :

- Amb. Nathalie **Chuard**, Directrice, Centre de Genève pour la Gouvernance du Secteur de la Sécurité (DCAF)



Intervenants :

- Elisabeth **Braw**, Chercheuse principale, Atlantic Council
- Robert **Laimer**, Président exécutif de la commission parlementaire autrichienne pour les forces armées fédérales, membre du Conseil national autrichien, Autriche
- Emmanuel **Jacob**, Président de l'Organisation Européenne des Associations Militaires et Syndicats (EUROMIL)



Objectif :

La première session vise à encadrer et à explorer les diverses pressions et exigences croissantes qui se manifestent de plus en plus au sein des forces armées à travers le monde. Cette session cherche à explorer les facteurs géopolitiques, technologiques et sociétaux qui contribuent à ces défis, et la manière dont ils se traduisent dans le domaine militaire - à la fois au niveau organisationnel et individuel.

Le flux géopolitique de ces dernières années - marqué par l'incertitude, la complexité et l'intensification des menaces pesant sur l'ordre international fondé sur un système réglementé - ne montre aucun signe d'apaisement. Au contraire, la détérioration et l'extrême volatilité de l'environnement sécuritaire continuent de contraindre les gouvernements à réévaluer leurs priorités en matière de défense et à augmenter les dépenses militaires. Les réponses se sont concentrées sur le développement de nouvelles capacités militaires contre la prévalence des tactiques de guerre hybride et sur la correction des lacunes des capacités industrielles de défense après des années de sous-investissement, de négligence et d'adoption de mesures réactionnaires plutôt que préventives. Ces efforts de modernisation s'appuient sur la prise de conscience que l'adoption de nouvelles technologies ne peut se faire au détriment du maintien des capacités traditionnelles. En outre, l'application effrontée de la puissance militaire pour faire valoir des revendications - particulièrement visible avec l'invasion russe de l'Ukraine qui entre dans sa troisième année - a inauguré une nouvelle ère d'insécurité et un désir concomitant de la part d'États partageant les mêmes idées de renforcer les liens bilatéraux et multilatéraux en matière de défense. Les forces armées du monde entier sont donc confrontées à des exigences et à des pressions croissantes, dans un contexte de réduction des effectifs, d'équipements obsolètes et de diminution des stocks de munitions. Les militaires sont contraints d'acquérir rapidement de nouvelles compétences, de s'adapter à l'évolution des tactiques de guerre et de gérer la pression psychologique associée à la perspective d'un déploiement.



Questions directrices :

- **Changements géopolitiques** : Comment les exigences croissantes et les pressions de plus en plus fortes influencent-elles la posture, la doctrine et le mandat des forces armées ?
- **Impact sur l'organisation** : Comment les nouvelles menaces se sont-elles traduites par des changements dans la doctrine, l'organisation et le budget des forces armées ? Le contexte actuel d'augmentation des dépenses militaires a-t-il donné à votre institution l'occasion de s'attaquer à des problèmes anciens ou a-t-il engendré des difficultés à suivre l'évolution des priorités et des capacités militaires ?
- **Impact sur l'individu** : Qu'est-ce qui a changé pour les membres des forces armées sur un plan individuel ? Quels sont les défis les plus pertinents qui découlent des exigences croissantes et des pressions de plus en plus fortes ?

12:00 - 13:00 Déjeuner

13:00 - 14:30 **SESSION 2 : Soutien et accompagnement avant le déploiement - Familles des membres des forces armées**



Modérateur :

- Anahit **Manasyan**, Défenseur des droits de l'homme de la République d'Arménie, Arménie



Intervenants :

- Reinier **van Zutphen**, Médiateur, Médiateur national et Médiateur pour les anciens combattants, Pays-Bas
- Remzie **Zeqiraj**, Commissaire parlementaire, Commissaire parlementaire pour la Force de sécurité du Kosovo, Kosovo
- Mr. Yuriy **Kovbasa**, Représentant du Commissaire aux droits de l'homme dans le système des organes de sécurité et de défense, Commissaire aux droits de l'homme du Parlement ukrainien, Ukraine



Objectif :

Après avoir analysé la manière dont les forces armées sont soumises à des exigences et des pressions croissantes, les sessions suivantes abordent la question de savoir comment ces exigences et pressions se traduisent dans le domaine du travail des médiateurs. La première de ces sessions permet aux médiateurs de se concentrer spécifiquement sur les familles des membres des forces armées qui partagent leur fardeau. Elle examine le rôle des institutions de médiation dans le soutien aux familles dans une optique préventive - en se concentrant sur les mesures et les systèmes qui cherchent à identifier et à atténuer les risques et les défis potentiels avant qu'ils ne se manifestent. Bien que l'accent soit mis sur les mesures préventives, les participants ne doivent pas se sentir limités par cette perspective ; les contributions qui explorent d'autres aspects du soutien aux familles des membres du service, y compris les stratégies réactives et les interventions directes, sont tout aussi appréciées et encouragées.

Les membres des forces armées étant de plus en plus souvent confrontés à la perspective d'un déploiement et à des exigences psychologiques et physiques plus élevées, la mise en place de systèmes de soutien et de soins proactifs pour leurs familles est essentielle pour remplir le devoir de diligence. Les familles des membres des forces armées sont confrontées à des défis et à des risques uniques et divers lorsqu'elles doivent faire face aux incertitudes liées au déploiement ou au détachement de proches parents à l'étranger. Les familles qui déménagent sont souvent confrontées à des difficultés qui perturbent l'éducation, la carrière et l'intégration sociale des conjoints et des enfants. Plus fréquemment, les difficultés résultent d'une longue période de séparation. Les familles dont les conjoints sont déployés pendant de longues périodes ont besoin d'un soutien complet comprenant, entre autres, un accompagnement psychologique et l'accès à des groupes de soutien familial, des conseils financiers et juridiques, ou un soutien logistique plus large pour le logement, l'éducation et les soins de santé. En outre, il est essentiel de veiller à ce que les familles qui doivent faire face au déploiement de leurs proches soient bien informées du statut des militaires déployés et aient accès à des ressources qui les aident à comprendre et à gérer le contexte du déploiement. Ainsi, les cadres de soutien pré-déploiement qui vont au-delà des besoins immédiats liés à la mission et étendent leur champ d'action aux familles - entendues au sens large - sont des éléments cruciaux pour renforcer la résilience et la préparation de l'individu déployé à la tâche qui l'attend. Les institutions de médiation peuvent plaider en faveur d'un cadre global de soins et de soutien qui tienne compte des défis émotionnels, financiers et logistiques auxquels les familles sont confrontées pendant la période de déploiement. En fonction de leur mandat, les institutions de médiation peuvent recueillir des informations précieuses sur le bien-être des membres des forces armées en analysant les plaintes des membres de la famille ou en s'entretenant avec les porte-parole de la famille. Remédier aux lacunes du cadre de préparation et de soutien axé sur les familles renforce la résilience des militaires et favorise un environnement propice à la satisfaction des exigences opérationnelles liées aux nouveaux défis.



Questions directrices :

- *Quels sont les principaux défis auxquels les familles des militaires sont confrontées pendant le déploiement ? Comment ces défis diffèrent-ils de ceux rencontrés par les familles du personnel détaché ? Comment les perspectives sociétales actuelles sur les familles et les réseaux sociaux proches influencent-elles les forces armées et leur personnel ?*
- *Comment les systèmes de soutien actuellement en place pour les familles du personnel militaire déployé peuvent-ils être renforcés ? Comment les institutions de médiation peuvent-elles faciliter un meilleur accès aux services de soutien et de soins pour les familles des militaires ?*
- *Quelles approches innovantes peuvent être adoptées pour favoriser le soutien communautaire et l'entraide entre les familles des membres des services déployés ?*

14:30 - 15:00 Pause-café

15:00 - 16:30 **SESSION 3 : Soutien et accompagnement pendant le déploiement - Femmes dans les forces armées**



Modérateur :

- Mariette **Hughes**, *Médiatrice, Médiatrice des plaintes de service pour les forces armées, Royaume-Uni*



Intervenants :

- Helena **Carreiras**, *Ancienne ministre de la Défense nationale du Portugal, Portugal*
- Dr. Almut **Nolte**, *Chef d'état-major du service médical de la Bundeswehr, Allemagne*
- Roald **Linaker**, *Médiateur des forces armées, Commission parlementaire du Médiateur pour les forces armées norvégiennes, Norvège*



Objectif :

La troisième session permet aux participants de partager les expériences et les meilleures pratiques des institutions de médiation pour garantir que le devoir de diligence s'étend à tous les membres des forces armées, indépendamment de leur âge, de leur sexe ou de leurs antécédents.

Les institutions de médiation jouent un rôle crucial en garantissant un accès solide aux services de soins et de soutien au personnel militaire déployé en mission. Dans un contexte de changements démographiques au sein des forces armées et de demandes opérationnelles de plus en plus complexes, la responsabilité d'une institution de médiation consiste essentiellement à fournir un recours aux griefs et aux plaintes par le biais de mécanismes de signalement fiables, efficaces et confidentiels, ainsi qu'en menant des enquêtes systémiques et en effectuant des visites auprès des troupes. Les recommandations d'une institution de médiation sur la base de modèles de plaintes ou à la suite d'une enquête systémique permettent de prendre des mesures correctives et contribuent à atténuer l'impact des exigences croissantes sur les membres du service, en particulier ceux qui sont les plus vulnérables. En s'attaquant aux lacunes des conditions de travail et en rectifiant les griefs sous-jacents, les institutions de médiation contribuent à la préparation collective au combat d'une force déployée. En outre, ce

rôle permet aux institutions de médiation d'alimenter le discours politique plus large sur la manière dont les forces armées peuvent adapter leurs stratégies dans un paysage opérationnel en évolution, caractérisé par des exigences croissantes. Toutefois, il reste un défi à relever, à savoir veiller à ce que l'obligation de diligence s'étende à tous les membres des forces armées, y compris les membres d'origines, d'identités de genre et d'âges différents. Les femmes en particulier sont confrontées à des défis uniques, et les institutions de médiation peuvent contribuer à défendre et garantir que les membres féminins des forces armées bénéficient d'un accès équitable aux soins et au soutien. Cela implique de traiter les griefs spécifiques au genre, de lutter contre la discrimination et de veiller à ce que les politiques et les pratiques soient inclusives et tiennent compte des spécificités de genre. Protéger les plaignants et les plaignantes des représailles et des potentielles répercussions indésirables, en particulier les personnes marginalisées et vulnérables, demeure une priorité essentielle dans le processus de traitement des plaintes. Il est également essentiel de promouvoir la diversité au sein de l'institution de médiation afin de garantir une compréhension plus complète des contextes uniques entourant chaque plainte.

?

Questions directrices :

- *Quels sont les obstacles les plus courants à l'entrée, à la promotion et au maintien à des femmes dans les forces armées ? Comment ces obstacles s'articulent-ils avec les défis qui découlent des exigences et des pressions croissantes exercées sur les forces armées de manière plus générale ?*
- *Comment les institutions de médiation peuvent-elles élaborer et mettre en œuvre des stratégies pour répondre aux griefs sexospécifiques et prévenir la discrimination au sein des forces armées, en garantissant un traitement équitable et des possibilités d'accès aux cadres de soutien et de soins pour les femmes membres des forces armées ?*
- *De quelle manière les institutions de médiation peuvent-elles contribuer à créer un environnement plus sûr et plus favorable à la dénonciation et au traitement du harcèlement sexuel et de la violence fondée sur le genre, en renforçant le devoir de vigilance à l'égard des femmes dans l'armée ? De quelle manière les institutions de médiation peuvent-elles faciliter l'intégration des perspectives de genre dans les forces armées afin de garantir une culture plus inclusive ?*

16:30 - 18:00 Temps libre

18:00 - 21:45

Activité culturelle : Visite du centre du mémorial de la Résistance allemande

18:00



Les délégués sont priés de se retrouver dans le hall de réception de l'hôtel Steigenberger am Kanzleramt (Ella-Trebe-Straße 5, 10557 Berlin) pour un départ groupé en bus vers l'activité culturelle.

18:30



Arrivée des délégués au Centre commémoratif de la Résistance allemande (Stauffenbergstraße 13, 10785 Berlin), suivie d'une présentation de l'histoire du site commémoratif par le professeur Dr. Tuchel (directeur du mémorial) dans la salle de conférence du mémorial.

19:00



Réception avec discours d'ouverture :

- H.E. Boris **Pistorius**, Ministre fédéral allemand de la défense
- Dr. Eva **Högl**, Commissaire parlementaire allemand pour les forces armées

19:10

Visites guidées du centre du mémorial en allemand, en anglais et en français.

Environ 20:00

Cérémonie de dépôt de gerbes de fleurs.

Environ 20:15

Réception avec rafraîchissements au Ministère fédéral allemand de la défense.

Environ 21:45

Transfert en bus des participants à l'ICOAF du ministère fédéral allemand de la défense à l'hôtel Steigenberger am Kanzleramt.



MERCREDI 2 OCT. 2024

08:00 - 08:30 Départs guidés vers le lieu de la conférence



Les délégués sont invités à se rassembler dans le hall de réception de l'hôtel Steigenberger Hotel am Kanzleramt pour un départ accompagné d'un guide au lieu de la conférence. Le personnel de la conférence sera sur place pour guider les participants en petits groupes jusqu'à l'entrée réservée aux participants de la 16^e ICOAF. Afin d'assurer une entrée fluide et un déroulement rapide des contrôles de sécurité, nous vous demandons de bien vouloir rejoindre l'un de ces groupes accompagnés. Le site peut être difficile à parcourir de manière autonome, c'est pourquoi nous vous demandons d'éviter d'y aller seul. Cette promenade est également une excellente occasion de nouer des contacts avec d'autres participants avant le début de la conférence. Veuillez arriver à l'heure afin de disposer de suffisamment de temps pour les formalités de sécurité.

08:30 - 09:00 Arrivée et contrôle de sécurité sur le lieu de la conférence



À leur arrivée sur le lieu de la conférence, les participants seront soumis à un contrôle de sécurité. *Veuillez-vous assurer que vous disposez de votre badge de conférence à portée de main ainsi qu'une pièce d'identité valide.* Pour éviter les retards, nous vous recommandons d'arriver avec l'un des groupes accompagnés d'un guide, car le personnel vous aidera à naviguer sur le site et à assurer une entrée fluide. Pour garantir un démarrage rapide de la conférence et éviter les files d'attente inutiles ou les désagréments, nous vous demandons de bien vouloir arriver sur le lieu de la conférence suffisamment à l'avance pour les procédures d'enregistrement de sécurité. En arrivant tôt, vous aurez également l'occasion de nouer des contacts avec les autres participants à la conférence, de vous familiariser avec le lieu de la conférence et de vous préparer mentalement au programme enrichissant qui vous attend.

09:00 - 10:30 SESSION 4 : Soutien et accompagnement après le déploiement - Suivi des vétérans



Modérateur :

- Halimatou **Dibba**, Commissaire, Commission nationale des droits de l'homme, Gambie



Intervenants :

- Prof. Dr. Peter **Zimmermann**, Commissaire du ministère fédéral de la défense pour les troubles de stress post-traumatique liés au déploiement et les personnes traumatisées par le déploiement, Allemagne
- Lt. Gén. (ret.) Vusumuzi **Masondo**, Médiateur, Médiateur militaire sud-africain (SAMO), Afrique du Sud
- Me. Beda Angeles **Epres**, Commissaire, Commission des droits de l'homme, Philippines



Objectif :

La quatrième session met en lumière la manière dont les institutions de médiation peuvent soutenir et améliorer les différents systèmes de soutiens et d'accompagnements aux vétérans, en se concentrant sur le soutien aux vétérans souffrant de problèmes de santé physique et mentale.

Les membres des forces armées sont confrontés à une variété de dangers uniques qui affectent à la fois leur sécurité physique et leur bien-être psychologique. Ces dangers vont de l'exposition directe au combat et au traumatisme émotionnel lié au fait d'être témoin de souffrance aux facteurs de stress indirects associés à la désinformation, à la surveillance du public ou à l'utilisation de technologies militaires de pointe. Avec l'évolution de la portée et de la complexité des opérations militaires, ces facteurs de stress sont susceptibles de s'intensifier, ce qui souligne le besoin crucial de systèmes complets de soutien à la santé mentale et physique largement accessibles aux membres des forces armées qui rentrent au pays. Afin d'améliorer les soins médicaux post-déploiement pour les vétérans, les institutions de médiation peuvent recourir à divers mécanismes pour contrôler l'efficacité des systèmes de soutien post-déploiement, identifier les lacunes en matière de soins médicaux post-déploiement et formuler des recommandations d'amélioration en conséquence. En s'appuyant sur les commentaires des vétérans et de leurs familles, les institutions de médiation peuvent plaider en faveur de changements politiques qui améliorent la prise en charge et le soutien des vétérans. De même, ils peuvent chercher à collaborer avec diverses autres organisations, telles que les organisations militaires, les associations d'anciens combattants et les réseaux de soutien civils, et à créer des ponts entre les différents maillons de l'écosystème médical existant. Pour ce faire, il faut toutefois avoir une connaissance approfondie des besoins médicaux complexes qui découlent des blessures liées au service et des conséquences psychologiques du déploiement, y compris le syndrome de stress post-traumatique, ainsi que des liens entre les problèmes de santé mentale et physique, particulièrement importants lors de la guérison. Cette approche intégrée est essentielle pour aider les vétérans à surmonter les problèmes de santé complexes posés par leurs expériences de service et de déploiement.



Questions directrices :

- *Quels sont les problèmes de santé mentale et physique les plus courants observés chez les anciens combattants aujourd'hui, et comment ces problèmes se recourent-ils pour affecter le bien-être général ? Quels sont les défis spécifiques auxquels les vétérans sont confrontés dans l'accès aux services de santé mentale et physique, et comment ces obstacles peuvent-ils être éliminés ou réduits de manière efficace ?*
- *Comment les institutions de médiation peuvent-elles défendre efficacement et garantir la mise en œuvre de services spécialisés adaptés aux problèmes de santé particuliers auxquels sont confrontés les vétérans militaires ? Quels mécanismes et stratégies les institutions de médiation peuvent-elles employer pour contrôler et améliorer les soins de santé à long terme offerts aux vétérans ?*
- *Quelles sont les solutions et les approches pratiques qui se sont avérées efficaces pour améliorer le bien-être des anciens combattants, en particulier leur bien-être physique et mental ?*

10:30 - 11:00 **Pause-café**

11:00 - 12:30 **SESSION 5 : Au-delà de l'uniforme - Ouvrir la voie à la vie civile**



Modérateur :

- Dr. Hans **Born**, *Directeur adjoint, Responsable du Département des Politiques et de la Recherche, Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF)*



Intervenants :

- Prof. Dr. Meredith **Kleykamp**, *Professeuse de sociologie à l'université du Maryland, directrice du centre de recherche sur l'organisation militaire*
- Col. (Ret.) Nishika **Jardine**, *Médiateur des vétérans, Bureau du Médiateur des vétérans, Canada*
- Brig. Tracy **Garrett**, *Inspecteur général adjoint, inspecteur général des forces de défense australiennes (IGADF), Australie*



Objectif :

Cette cinquième session explorera le rôle essentiel des institutions de médiation dans le soutien aux vétérans lors de leur transition vers la vie civile, en se concentrant sur les meilleures pratiques pour répondre aux besoins du personnel en transition.

Le personnel des forces armées exerce une profession exigeante, intense et dangereuse. Pourtant, la transition de la vie militaire à la vie civile présente ses propres risques et défis en raison du changement important dans toutes les facettes de la vie quotidienne. Les militaires peuvent trouver difficile de se séparer d'amis qui ont servi à leurs côtés et qui ont ainsi partagé un lien spécial et un niveau de camaraderie qui ne sera probablement pas reproduit ou compris par leurs homologues civils. De même, il peut être difficile de renouer avec les membres de la famille après des périodes d'absence prolongée ou d'établir de nouvelles routines quotidiennes sans le cadre solide structurellement intégré dans la chaîne de commandement militaire. Pour s'adapter aux nouveaux niveaux de liberté et à un environnement plus ambigu, les vétérans doivent créer leur propre structure et, en l'absence d'une telle structure, éprouver des difficultés à gérer les obligations financières ou les besoins de base tels que la nourriture, les vêtements, le logement ou l'assurance. Les vétérans doivent également faire face à la paperasserie et à la bureaucratie associées à l'obtention d'avantages ou de services.

Lorsque les anciens militaires réintègrent le marché du travail, ils doivent en outre transposer leurs compétences dans un environnement civil ou en acquérir de nouvelles. Cela peut coïncider avec un sentiment général de perte et d'épanouissement, le travail civil étant perçu comme dépourvu du même sens de l'objectif et de l'identité. Les lieux de travail civils sont également souvent caractérisés par une culture de travail plus compétitive qui contraste fortement avec la camaraderie collaborative vécue dans l'armée. Les institutions de médiation ont un rôle important à jouer en défendant ces besoins et en veillant à ce que les vétérans bénéficient de services de soutien adaptés. Au-delà des avantages immédiats pour les vétérans, le renforcement du passage de la vie militaire à la vie civile aura des effets positifs sur l'attrait d'une carrière militaire.



Questions directrices :

- *Quels sont les défis les plus courants auxquels sont confrontés les militaires qui ont quitté l'armée ? Dans quelle mesure les systèmes de soutien actuels répondent-ils efficacement aux principales difficultés rencontrées par les militaires en transition vers la vie civile ?*
- *Comment les institutions de médiation peuvent-elles défendre efficacement et assurer la mise en œuvre de services spécialisés adaptés aux défis uniques auxquels sont confrontés les vétérans militaires après leur service ? De quelle manière les institutions de médiation peuvent-elles collaborer avec les organisations militaires, les associations d'anciens combattants et les réseaux civils pour renforcer l'écosystème de soutien aux vétérans en transition vers la vie civile ?*
- *Quels sont les exemples de transitions réussies ou non entre la vie militaire et la vie civile parmi le personnel armé, et quelles leçons peut-on tirer de ces expériences ?*

12:30 - 13:30 **Déjeuner**

13:30 - 14:00 **Adoption de la déclaration de la conférence**

14:00 - 14:15 **Annonce de la 17^e édition de l'ICOAF en Afrique du Sud en 2025**



Intervenant :

- Lt. Gén. (ret.) Vusumuzi **Masondo**, *Médiateur, Médiateur militaire sud-africain (SAMO), Afrique du Sud*

14:15 - 14:30 **Remarques de clôture**



Intervenants :

- Dr. Eva **Högl**, *Commissaire parlementaire allemand pour les forces armées*
- Amb. Nathalie **Chuard**, *Directrice, Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF)*

LISTE DES PARTICIPANTS

ALBANIE

People's Advocate of Albania	Besnik Deda	Commissioner
	Edlira Cimbi	Assistant Commissioner

ARMÉNIE

Human Rights Defender of the Republic of Armenia	Anahit Manasyan	Human Rights Defender of Armenia
	Nina Pirumyan	Secretary-General

AUSTRALIE

Commonwealth Ombudsman	Iain Anderson	Ombudsman
Inspector-General of the Australian Defence Force	Brig. Tracy Garrett	Deputy Inspector-General

AUTRICHE

Austrian Parliamentary Commission for the Federal Armed Forces	Robert Laimer	Executive Chairman, Member of Parliament (National Council)
	Dr. Reinhard Bösch	Chairman, Former Member of Parliament (National Council)
	Friedrich Ofenauer	Chairman, Member of Parliament (National Council)
	Karl Schneemann	Director
	Sophia Schneider	Head of Unit

BELGIQUE

General Inspectorate	V. Adm. Jan De Beurme	Inspector General
	Col. Jean-Paul Nocarte	Deputy Inspector General
	Maj. Bertrand Buyse	Complaints Manager



BOSNIE-HERZÉGOVINE

Parliamentary Military
Commissioner of Bosnia and
Herzegovina

Boško Šiljegović

Parliamentary Military Commissioner

Alma Tajić-Kurto

Expert Advisor



CANADA

National Defence and Canadian
Armed Forces Ombudsman

Robyn Hynes

Interim Ombuds

Dania Hadi

Senior Advisor

Office of the Veterans
Ombudsman

Col. (Ret.). Nishika Jardine

Veterans Ombudsman

Lt. Col. (Ret.). Jamie Morse

Senior Policy Advisor



CÔTE D'IVOIRE

Méiateur de la République
(Republic Ombudsman)

Kone Tanguy Dimitri Ulrich

Director of Legal Affairs



RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Ministry of Defence, Office of the Main
Inspector for Human Rights Protection

Šárka Černocká

Inspector



ESTONIE

Chancellor for Justice of Estonia

Alar Ambros

Advisor



FRANCE

General Inspectorate - National
Gendarmerie

Gen. Bruno Jockers

Inspector General of the Armed Forces
– Gendarmerie



GAMBIE

National Human Rights
Commission

Emmanuel Daniel Joof

Commission Chairperson

Halimatou Dibba

Commissioner



GÉORGIE

Office of the Public Defender
(Ombudsman) of Georgia

Elene Gudushauri

Deputy Public Defender of Georgia



ALLEMAGNE

Parliamentary Commissioner for the Armed Forces	Dr. Eva Högl	Parliamentary Commissioner for the Armed Forces
	Reinhold Robbe	Former Parliamentary Commissioner for the Armed Forces
	Bettina Petzold	Director, Chief Administrator and Deputy of the Parliamentary Commissioner
	Dr. Jörg Krämer	Head of Division
	Sebastian Jüngst	Personal Advisor to the Parliamentary Commissioner
	Annika Blümel	Senior Officer
	Mariana Rieck Moncayo	Senior Officer
	Ernst Engert	Administrative Officer
	Lilli Risto	Administrative Officer
	Kathrin Cicilia Tönnies	Administrative Assistant
	Nastassia Frey	Student Assistant
Yilmaz Güney Rahatsöz	Student Assistant	
Ministry of Defence	Dr. Almut Nolte	Chief of Staff Bundeswehr Medical Service Headquarters
	Prof. Dr. Peter Zimmermann	Commissioner for Deployment-Related Post-Traumatic Stress Disorders and Deployment-Traumatized Persons
	Dr. Sissy Schmidt-Buhse	Adjutant to the Chief of Staff Bundeswehr Medical Service Headquarters



HONGRIE

Office of the Commissioner for Fundamental Rights of Hungary	Dr. Kozma Ákos	Commissioner for Fundamental Rights of Hungary
	Borbély Csenge	Head of Cabinet
	Dr. Wildner Domonkos	Director for Police Complaints
	Sárik Györgyi	Interpreter



IRLANDE

Ombudsman for the Defence Forces	Alan Mahon	Ombudsman
	Brian O'Neill	Head of Office

 ISRAËL

Military Ombudsman for Israel Defense Force	Brig. Gen. (res.) Rachel Tevet-Wiezel	Israeli Military Ombudsman
---	---------------------------------------	----------------------------

 KENYA

Commission on Administrative Justice (Office of the Ombudsman)	Mercy Wambua	Commission Secretary, Chief Executive Officer
--	--------------	---

 KOSOVO

Ombudsperson Institution of Kosovo	Naim Qelaj	Ombudsperson
	Majlindë Sinani Lulaj	Deputy Ombudsperson
	Tafil Rrahmani	Director of Standardization and Coordination
Parliamentary Commissioner for Kosovo Security Force	Hon. Remzie Zeqiraj	Parliamentary Commissioner for Kosovo Security Force

 KIRGHIZSTAN

Ombudsman of the Kyrgyz Republic	Emil Dzhandavaev	Head of the Department for the Observance of Human Rights and Legal Interests by Law Enforcement and Other Bodies in Places of Detention and Restriction of Liberty
----------------------------------	------------------	---

 LETTONIE

Ministry of Defence, Audit and Inspection Department	Inga Puikēvica-Puikēvska	Inspector General
	Lt. Col. Aigars Smalkais	Senior Inspector

 MALTE

Office of the Ombudsman	Dr. Brian Said	Senior Investigating Officer
-------------------------	----------------	------------------------------

 MOLDAVIE

Office of the People's Advocate (Ombudsman) of the Republic of Moldova	Ceslav Panico	People's Advocate (Ombudsman)
	Zubco Alexandru	Department Head, Torture Prevention Department
	Catalina Graur	Senior Legal Advisor, Monitoring and Reporting Department
	Victor Morari	Main Consultant, Department for the Examination of Complaints and the Protection of Persons


 NAMIBIE

Ombudsman of Namibia	Adv. Basilius Dyakugha	Ombudsman
Ministry of Defence and Veterans Affairs	Flight Officer Ernesto Namuhuya	Legal Officer


 PAYS-BAS

Inspector General of the Netherlands Armed Forces	Lt. Gen. Frank van Sprang	Inspector General of the Netherlands Armed Forces
	Josephine van den Berg	Staff Officer
The National Ombudsman of the Netherlands	Reinier van Zutphen	National Ombudsman, Ombudsman for Veterans
	Paulus Stephanus Sjouke	Strategic Advisor
	Yvonne Kraan-van Zuijlen	Investigator


 NORVÈGE

The Parliamentary Ombud's Committee for the Norwegian Armed Forces	Roald Linaker	Armed Forces Ombud
	Lise Veronica Huynh	Advisor


 PHILIPPINES

Commission on Human Rights of the Philippines	Hon. Beda Angeles Epres	Commissioner
---	-------------------------	--------------


 POLOGNE

Office of the Commissioner for Human Rights (Biuro Rzecznika Praw Obywatelskich)	Tomasz Oklejak	Head of the Department of Soldiers and Officers Affairs
	Szymon Cheba	Senior Lawyer


 AFRIQUE DU SUD

South African Military Ombud	Lt. Gen. Vusumuzi Masondo	Military Ombud
	Johann Behr	Director Intake and Analysis
	Kgomotso Mokgethi	Research Manager



CORÉE DU SUD

National Human Rights Commission of Korea	Park Hongkeun	Director-General
	An So-Wook	Deputy Director
	Ha Joon Son	Interpreter



SUISSE

Independent Confidence Center for Members of the Swiss Armed Forces	Silvia Schär Hahn	Co-Head
	Stefan Junger	Co-Head



TOGO

Médiateur de la République Togolaise (Ombudsman)	Akpelozim Lokoun	Officer in Charge of Appeals and Investigations
--	------------------	---



TUNISIE

Ministry of Defence	Col. Maj. Mustapha Ben Chaoued	Inspector
	Lt. Col. Othmane Bettaher	Member of the Mediation and Reconciliation Unit
	Maj. Najet Sbai	Member of the Mediation and Reconciliation Unit



UKRAINE

Secretariat of the Ukrainian Parliament Commissioner for Human Rights	Yuriy Kovbasa	Representative of the Commissioner for Human Rights in the System of Security and Defense Sector Bodies
	Stanislav Kulish	Head of Department for Monitoring of Rights in the Defence Sector and Rights of Veterans and Military Personnel, Prisoners of War and Members of their Families
	Svitlana Malikova	Chief Specialist of the Unit for Cooperation with Foreign Diplomatic Missions and Protocol



ROYAUME-UNI

Service Complaints Ombudsman for the Armed Forces	Mariette Hughes	Ombudsman
	Tariq Khan	Chief Operating Officer



ÉTATS-UNIS

Department of Defense Office of Inspector General	Marguerite Cheryl Garrison	Deputy Inspector General for Administrative Investigations
---	----------------------------	--



ZAMBIE

Office of the Public Protector Zambia	Hon. Caroline Zulu	Ombudsman
	Victor Siulanda	Chief Investigations Officer
Ministry of Defence	Col. Mwizukanji Namwawa	Deputy Director General Army Legal Services



ORGANISATIONS

Atlantic Council	Elisabeth Braw	Senior Fellow
DCAF - Geneva Centre for Security Sector Governance	Amb. Nathalie Chuard	Director
	Dr. Hans Born	Assistant Director, Head of the Policy and Research Department
	Maj. Gen. (Ret.) Philippe Boutinaud	Security and Strategy Advisor
	Daniel Reimers	Programme Manager
	Ajla Kuduzovic	Project Officer
Center for International Peace Operations (ZIF)	Takahiro Takeuchi	Project Officer
European Border and Coast Guard Agency (Frontex)	Matthias Kalusch	Ombudsperson
	Angelos Pappas	Chief Adjutant of European and Border Standing Corps
	Indra Medina-Kano	Acting Head of Quality and Process Management, Operational Preparedness and Deployment, Operational Support Division
European Organisation of Military Associations and Trade Unions (EUROMIL)	Mariusz Okapiec	Senior Support Officer, Deputy to Head of Unit Operational Preparedness and Deployment
	Emmanuel Jacob	President
University of Belgrade – Institute for Philosophy and Social Theory	Dimitra Koutouzi	Policy Officer
	Dr. Luka Glušac	Assistant Director, Research Fellow
University Institute of Lisbon (ISCTE-IUL)	Prof. Dr. Helena Carreiras	Professor of Sociology, Public Policy and Research Methodology, Former Minister of National Defence of Portugal
University of Maryland – College Park	Prof. Dr. Meredith Kleykamp	Associate Dean for Research, Director of the Center for Research on Military Organization



INFORMATIONS PRATIQUES

30 SEPTEMBRE - 2 OCTOBRE 2024

Berlin, Allemagne

Chère participante, cher participant,

Le Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF) et le bureau de la commissaire parlementaire aux forces armées du Bundestag allemand ont le plaisir de vous accueillir à Berlin à l'occasion de la 16^e Conférence internationale des institutions de médiation pour les forces armées (16ICOAF). La conférence a pour thème : « *Forces armées sous pression - Les institutions de médiation et le devoir de diligence envers les membres des forces armées en service* ».

La conférence se tiendra du lundi 30 septembre 2024 au mercredi 2 octobre 2024 au Bundestag allemand, à Berlin. Avec près de trois millions de visiteurs par an, cet édifice parlementaire est le parlement le plus visité au monde. Dans l'après-midi du jour d'arrivée, le lundi 30 septembre 2024, des visites guidées du bâtiment historique du Reichstag, siège du Bundestag allemand, seront proposées en allemand, en anglais et en français. Vous serez ensuite accueillis par M^{me} Eva Högl, commissaire parlementaire aux forces armées, lors d'une réception suivie d'un dîner de bienvenue au restaurant « Käfer » sur le toit-terrace du Bundestag allemand. Le mardi 1^{er} octobre, les participants à la conférence seront invités à une visite du mémorial de la Résistance allemande. Cette visite sera suivie d'une réception donnée par M. Boris Pistorius, ministre de la Défense, au ministère fédéral de la Défense. Le mercredi 2 octobre, la conférence s'achèvera par l'adoption de la déclaration finale et la révélation de l'hôte de la conférence pour 2025. Vous aurez ensuite la l'opportunité de terminer la journée par un moment de détente à Berlin.

Vous trouverez ci-après les informations pratiques principales qui faciliteront votre arrivée et votre séjour à Berlin, ainsi que votre participation à la conférence.



ARRIVÉE

L'aéroport de Berlin-Brandebourg (BER) est bien relié au réseau de transports publics, ce qui permet d'accéder à la gare centrale de Berlin (*Berlin Hauptbahnhof*) rapidement, confortablement et à moindres frais. La gare de l'aéroport BER est située au niveau -2 (U2) du Terminal 1.

- La connexion la plus rapide est assurée par le train **Airport Express (FEX) et les trains régionaux (RE)**. Les lignes FEX, RE8 et RB23 relient directement l'aéroport et la gare centrale de Berlin (*Berlin Hauptbahnhof*) en 35 minutes. En journée, il y a un train toutes les 15 minutes. Vous trouverez [ici](http://www.vbb.de/fahrinformation/ber/) (www.vbb.de/fahrinformation/ber/) les horaires précis, les prix des billets et d'autres informations.
- Les **trains régionaux RE8 et RB23** s'arrêtent également aux gares *Alexanderplatz*, *Friedrichstraße* et *Zoologischer Garten*, au cœur de Berlin, elles-mêmes reliées au réseau du S-Bahn et du métro de Berlin. Informations complémentaires [ici](http://www.vbb.de/fahrinformation/ber/) (www.vbb.de/fahrinformation/ber/).
- Il est également possible d'emprunter le S-Bahn. Les lignes de **S-Bahn S9 et S45** circulent en direction du centre-ville, avec un départ toutes les 20 minutes pour chacune d'elles. Le temps de parcours est cependant plus long de 10 à 20 minutes. Informations complémentaires [ici](http://sbahn.berlin/fahren/infos-fuer-berlin-besucher/berlins-flughafen-berlin-brandenburg-ber/) (sbahn.berlin/fahren/infos-fuer-berlin-besucher/berlins-flughafen-berlin-brandenburg-ber/).
- Le principal lieu d'hébergement de la conférence (*Steigenberger Hotel am Kanzleramt*) se trouve directement à côté de la gare centrale de Berlin, à seulement 5 minutes à pied. Le lieu de la conférence (Bâtiment Marie-Elisabeth-Lüders du Bundestag allemand) est à 15 minutes à pied.

ENREGISTREMENT POUR LA CONFÉRENCE

Le lundi 30 septembre 2024, de 12h00 à 15h45, un guichet d'enregistrement sera installé dans le lobby du *Steigenberger Hotel* : les participants pourront s'enregistrer pour la conférence et recevoir les documents relatifs à celle-ci. Veuillez noter que, pour tous les participants, la remise d'un badge personnalisé leur donnant accès aux lieux où se déroule la conférence se fera dans le lobby de l'hôtel. La présentation de votre passeport ou carte d'identité est indispensable pour l'obtention de ce badge.

Pour les personnes arrivant le lundi en fin de soirée ou le mardi matin, ou pour répondre à toute question, le guichet d'enregistrement restera ouvert au *Steigenberger Hotel am Kanzleramt* le mardi et le mercredi de 9h00 à 12h00. Nous prions l'ensemble des participants de s'enregistrer dès le lundi, dans la mesure du possible, afin de permettre d'ouvrir la conférence à l'heure et d'éviter d'inutiles attentes ou désagréments.

LIEU DE LA CONFÉRENCE

Entrée du bâtiment Marie-Elisabeth-Lüders



© Deutscher Bundestag / Axel Hartmann Fotografie

Bundestag allemand

Bâtiment Marie-Elisabeth-Lüders
Adele-Schreiber-Krieger-Straße 1
10117 Berlin

Le mardi et le mercredi, la conférence se tiendra dans le bâtiment Marie-Elisabeth-Lüders du Bundestag allemand, dans le quartier gouvernemental de Berlin. Des panneaux indicateurs vous indiqueront le chemin vers le lieu de la conférence. Un point de rendez-vous approprié pour la conférence est l'entrée du bâtiment Marie-Elisabeth-Lüders située Adele-Schreiber-Krieger-Straße 1, 10117 Berlin (voir photo). Différentes mesures ont été prises pour garantir le bon déroulement de la conférence.

Les collaborateurs du Bundestag allemand sont informés de l'événement et feront tout leur possible pour assurer un accès fluide. Nous vous prions néanmoins de respecter les directives suivantes :

- Un badge personnalisé vous est remis au guichet d'enregistrement au *Steigenberger Hotel am Kanzleramt*. Ce badge ne peut être transmis à d'autres personnes et est nécessaire pour accéder au lieu de la conférence. Veuillez vous assurer d'avoir votre badge en votre possession pour accéder aux sites du Bundestag allemand et de le porter de manière visible durant les trois jours de la conférence.
- Vous vous trouvez dans un parlement à un moment où les travaux parlementaires sont en cours ; il n'est donc pas autorisé de se déplacer seul à l'intérieur des sites du Bundestag allemand. Des collaborateurs du Bundestag vous accompagneront dans tous vos déplacements. Étant donné que les locaux du Bundestag sont vastes et que la plupart des déplacements doivent se faire à pied, nous vous prions de veiller à porter des chaussures appropriées.
- Veuillez prévoir suffisamment de temps pour les contrôles de sécurité nécessaires à l'entrée du lieu de la conférence. Nous vous recommandons d'arriver, les 1^{er} et 2 octobre 2024, au plus tard à 8h30 à l'entrée du bâtiment Marie-Elisabeth-Lüders. **La conférence commence chaque jour à 9h00.**
- Les collaborateurs du bureau de la commissaire parlementaire aux forces armées seront présents le mardi et le mercredi à 8h00 dans le lobby du *Steigenberger Hotel* afin de vous accompagner au lieu de la conférence, si vous souhaitez vous y rendre en groupe. **Nous vous conseillons vivement de rejoindre ces groupes afin d'éviter toute complication à votre arrivée.**
- Les principaux documents de la conférence en format imprimé (programme, déclaration de la conférence, liste des participants, etc.) seront remis directement à l'arrivée au guichet d'enregistrement de l'hôtel, ainsi qu'au lieu de la conférence.
- Il est demandé de respecter une **tenue vestimentaire formelle** pour la conférence, ce qui inclut l'uniforme de cérémonie pour les militaires ainsi que les tenues cérémonielles ou religieuses. Le mercredi 2 octobre, le port de la cravate est facultatif.



CONSIGNES DE SÉCURITÉ

- Veuillez être toujours en possession de votre carte d'identité ou de votre passeport lorsque vous accédez aux sites du Bundestag allemand.
- Veuillez noter que vous devez passer par un portique de sécurité à rayons X et que vos effets sont contrôlés lorsque vous accédez aux sites du Bundestag allemand. Il vous est dès lors demandé de ne pas emporter d'objets tranchants, armes ou outils. Ces objets vous seront retirés à l'entrée.
- Attention : les personnes portant un stimulateur cardiaque ne peuvent pas passer par le portique de sécurité à rayons X ; elles seront toutefois soumises à un contrôle séparé et à une palpation de sécurité.

COMMUNICATION

Les participants sont invités à faire la promotion de la conférence sur les réseaux sociaux en utilisant le mot-dièse **#16ICOAF**. Veuillez noter que les réunions de la conférence - à l'exception de l'ouverture de la conférence et de la première réunion - sont soumises à la règle de Chatham House. À l'issue de la conférence, les principaux documents de celle-ci, y compris les discours d'ouverture, photos et communiqués de presse, seront publiés sur le [site internet de l'ICOAF](http://www.icoaf.org) (www.icoaf.org).

Les langues officielles de la conférence sont l'anglais et le français. Les documents à consulter durant la conférence seront disponibles en allemand, anglais et français ; l'interprétation simultanée en allemand, anglais et français sera assurée durant la conférence.

HÉBERGEMENT

Steigenberger Hotel am Kanzleramt

Ella-Trebe-Straße 5

10557 Berlin

+49 30 7407430

kanzleramt-berlin@steigenberger.com

La majorité des participants à la conférence ICOAF de cette année sont hébergés au *Steigenberger Hotel am Kanzleramt*, qui se situe à proximité immédiate du quartier gouvernemental. Le bâtiment du Reichstag du Bundestag allemand, où vous vous rendrez pour la visite guidée et la réception du 30 septembre, se trouve à environ 15 minutes à pied de l'hôtel.

Le bâtiment Marie-Elisabeth-Lüders, où se tiendra la conférence le deuxième et le troisième jours, se trouve également à environ 15 minutes à pied de l'hôtel. Les jours de la conférence, les collaborateurs du bureau de la commissaire parlementaire aux forces armées seront présents dans le lobby du *Steigenberger Hotel am Kanzleramt* afin de guider les participants à l'ICOAF jusqu'au lieu de la conférence. Les horaires précis figurent dans le programme.



ACTIVITÉS CULTURELLES DURANT LA CONFÉRENCE

LUNDI 30 SEPTEMBRE 2024

Le lundi 30 septembre, après le check-in, l'accréditation et la remise des badges ainsi que des documents de la conférence, les participants se rendront ensemble au bâtiment du Reichstag du Bundestag allemand ; le départ est prévu à **16h00**. Des visites guidées du bâtiment du Reichstag seront proposées en allemand, en anglais et en français à **17h00**. Par la suite, une réception avec Mme Eva Högl, commissaire parlementaire aux forces armées, se tiendra au restaurant « Käfer », situé sur le toit-terrasse du Bundestag. Le dîner officiel commencera à **18h45**. Une **tenue vestimentaire formelle** est requise pour le dîner, incluant l'uniforme de cérémonie pour les militaires ainsi que les tenues cérémonielles ou religieuses.

Bundestag allemand

Platz der Republik 1

11011 Berlin



MARDI 1^{ER} OCTOBRE 2024

Dans la soirée du mardi 1^{er} octobre, les participants à l'ICOAF sont invités à une visite du **mémorial de la Résistance allemande** et à une réception au **ministère de la Défense**. Le mémorial de la Résistance allemande est à la fois un lieu de mémoire et un centre d'information sur l'ensemble des aspects de la Résistance allemande contre le nazisme.

Les participants sont priés d'être présents à **17h45** dans le lobby du *Steigenberger Hotel am Kanzleramt*, afin que le transfert vers le mémorial de la Résistance allemande et le ministère fédéral de la Défense puisse débuter à **18h00**. La visite du mémorial commencera à **18h30**. Elle sera suivie par une visite du ministère de la Défense, où une réception sera donnée par M. Boris Pistorius, ministre fédéral de la Défense. Une **tenue vestimentaire formelle** est requise, incluant l'uniforme de cérémonie pour les militaires ainsi que les tenues cérémonielles ou religieuses.

Ministère fédéral de la Défense

Stauffenbergstraße 18

10785 Berlin

+49 30 182400

Gedenkstätte Deutscher Widerstand

Stauffenbergstraße 13

10785 Berlin

+49 30 26995000



MERCREDI 2 OCTOBRE 2024

La conférence se conclura le 2 octobre, après l'adoption de la déclaration de la conférence et la présentation de l'hôte pour l'année 2025. Vous aurez ensuite l'occasion de profiter d'un moment de détente à Berlin ou de débiter votre voyage de retour de manière individuelle.

CONTACT

CENTRE DE GENÈVE POUR LA GOUVERNANCE DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ (DCAF)

AJLA KUDUZOVIC

Chargée de projet
a.kuduzovic@dcaf.ch
+41 78 608 95 24

DANIEL REIMERS

Gestionnaire de programmes
d.reimers@dcaf.ch
+41 77 816 46 34

HANS BORN

Chef de département
h.born@dcaf.ch
+41 79 430 30 28

BUREAU DE LA COMMISSAIRE PARLEMENTAIRE AUX FORCES ARMÉES, SERVICE WB6

JÖRG D. KRÄMER

Chef du service WB6
joerg.kraemer@bundestag.de
+49 30 227 38260
+49 160 9725 1163

MARIANA RIECK MONCAYO

Adjointe au chef de service
mariana.riek-moncayo@bundestag.de
+49 30 227 38275
+49 151 2618 7224

NUMÉROS D'URGENCE

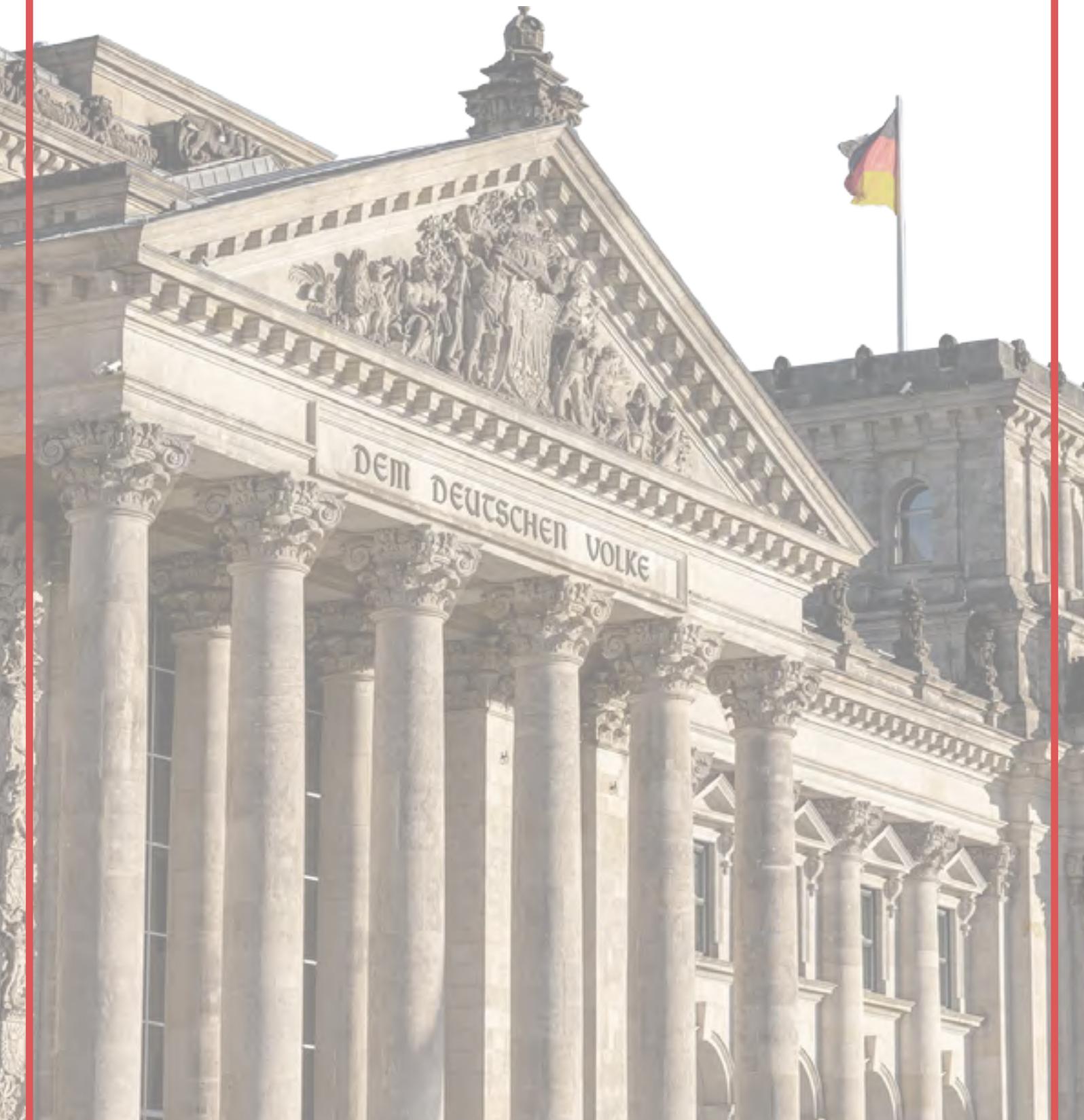
Les numéros d'urgence peuvent être appelés gratuitement depuis n'importe quel téléphone en Allemagne (le numéro d'urgence européen peut être appelé depuis tous les pays de l'UE). Le **numéro d'urgence européen 112** peut être composé également avec un téléphone mobile verrouillé, sans avoir à entrer le code PIN.

Numéro d'urgence européen unique	112
Pompiers, urgence médicale	112
Police	110
Service médical de garde	116 117
Pharmacies de garde	0800 0 02 28 33



International Conference
of Ombuds Institutions
for the Armed Forces

16ICCAF



Deutscher Bundestag
Die Wehrbeauftragte

DCAF Geneva Centre
for Security Sector
Governance

